

## L'«initiative Minder» se fait serrer de près par la droite

**BONUS** • La perspective de limiter les hauts revenus agace les milieux patronaux. L'artillerie lourde se met en place.

Les primes des cadres de grandes sociétés préoccupent le parlement fédéral et les milieux d'employeurs. Même économistes reconnait que les «excès en matière de bonus» des dirigeants sont «à l'origine d'un malaise au sein de la population». Le patronat est d'ailleurs divisé sur la question, puisque un comité emmené par Thomas Minder, directeur d'une entreprise de Schaffhouse, a déposé en avril 2008 une initiative populaire «contre les rémunérations abusives».

Revêtu de 114 000 signatures, le texte édicte une dizaine de règles bridant l'appétit financier des cadres par un meilleur contrôle des rémunérations par les actionnaires. Cette demande semble populaire, et même les services du parlement la créditent d'un «fort potentiel de réussite» dans une note de synthèse. Le Conseil fédéral l'a également senti. Il a rapidement proposé un contre-projet indirect – «plus modéré et moins contraignant», selon un résumé de son message –, déposé devant le parlement avant même la fin de récolte des signatures. Sa réforme du droit de la société anonyme contenu dans le Code des obligations vise à contrecarrer l'inscription de ces directives dans la Constitution.

Le Parti démocrate-chrétien a franchi un pas de plus il y a dix jours en proposant l'élaboration d'un contre-projet direct. Sous la forme d'un article constitutionnel alternatif, il serait opposé à l'initiative Minder lors de la même votation populaire. Car la droite et le patronat font flèche de tout bois contre ce texte, dont l'application entraînerait des «intrusions massives dans l'autonomie privée», toujours selon la même note parlementaire.

Suivant l'avis du Conseil fédéral, 26 conseillers aux Etats contre 10 ont exécuté l'initiative Minder sans débat. Le procès-verbal de leur séance de juin 2009 ne couvre pas même deux pages. Quant au contre-projet du gouvernement, il a été fortement allégué par les sénateurs, lesquels lui «ont imprimé une ligne libérale», notent les services du parlement.

Economistesuisse y a également de son contre-projet «officieux». Titillée par l'initiative, la fâtière patronale a renforcé son «code de bonnes pratiques» appliqué à bien plaire par les actionnaires. Et d'annoncer même que plusieurs entreprises figurant au Swiss Market Index tiendraient «des votes sur la rémunération des directeurs» lors des assemblées de printemps. Mais «à titre consultatif»... MICHEL SCHWERTI



Après être restés une dizaine de minutes dans la banque, les manifestants ont distribué des tracts aux passants. JPDS

# Mini-occupation d'une succursale UBS pour dénoncer le sommet de Davos

**MANIFESTATION** • Une quinzaine de militants de la coordination anticapitaliste ont déployé hier à Genève une banderole sous surveillance policière.

MARIA PINEIRO

Le rendez-vous avait été fixé à midi pile hier à la place de la Fusterie. A l'heure dite, les coordinateurs anticapitalistes d'une action «surprise» visant à dénoncer le World Economic Forum (WEF) et le sauvetage de l'UBS par la Confédération, ont accueilli journalistes et policiers venus en nombre.

Quelques minutes plus tard, entre quinze et vingt militants avaient déployé une banderole à l'intérieur de l'UBS de la rue du Rhône. «Rendez-nous nos 66 000 000 000 fr.», pouvait-on lire devant les guichets de la banque. Les manifestants tenaient ainsi à dénoncer les sommes investies par la Suisse pour sauver sa première banque. En octobre 2008, la Confédération avait dé-

boursé 60 milliards de dollars pour venir en aide à l'UBS. En revendant ses actions, la Confédération a récupéré 6 milliards de francs, plus un bénéfice de 1,2 milliard. Reste le fonds de 54 milliards géré par la BNS pour récupérer les actifs toxiques de l'UBS dans lequel l'établissement a transféré pour près de 40 milliards de dollars d'actifs. «Nous voulons que cet argent soit destiné aux assurances sociales, à la protection de l'environnement.» Les organisateurs ont ensuite dénoncé à tour de rôle la volonté du WEF et de ses «leaders autoproclamés de garantir la stabilité du capitalisme, malgré la crise économique sans précédent».

L'action s'est déroulée dans le calme et la quasi-indifférence des clients de la

banque. Interrogés, ils se sont montrés ouverts aux revendications des manifestants, ne manquant pas de souligner l'aspect positif d'une action non violente. Dans la même veine, les policiers présents ont laissé faire, sans toutefois oublier de filmer les militants. «Il s'agit de prévention, au cas où des débordements auraient lieu», a indiqué Patrick Pulh, porte-parole. Et d'expliquer que l'action des forces de l'ordre avait été adaptée à une situation «inconnue au départ».

### Rapport de forces défavorable

En tout et pour tout, l'occupation des militants anticapitalistes a duré une dizaine de minutes. Les manifestants ont ensuite sortis afin de distribuer des

tracts aux passants. Malgré le caractère pacifique de l'action, l'UBS a immédiatement porté plainte pour violation de domicile, a indiqué la police. Les employés sur place ont opposé un *no comment* à nos questions. Le service de presse de l'UBS se borne à confirmer l'occupation.

On est loin de la manifestation anti-WEF de 2009, qui avait rassemblé près de mille personnes à Genève. Samedi dernier, à Lucerne, seules quelques centaines de personnes se sont réunies pour dénoncer le forum de Davos. Pour Paolo Gilardi, coordinateur des anticapitalistes, le rapport de forces entre autorités et militants est aujourd'hui trop défavorable aux altermondialistes. «On nous interdit de manifester ou on nous dicte des par-

cours hors du centre-ville», affirme-t-il.

Pour le militant, ces attaques conjuguées aux pressions sur le monde du travail et au démantèlement du filet social ont amené un «vrai problème de désinvestissement». Selon lui, imposer frontalement ses idées aux autorités et à la police ne fait actuellement plus sens. Il plaide au contraire pour des actions spontanées, surprise, comme celle d'hier à midi, mais aussi à refonder une gauche «qui a perdu trop de temps à briguer des strapontins électoraux». Paolo Gilardi ne se veut pas pour autant défaitiste. Il évoque le succès des grévistes de l'aéroport, qui, après onze jours de grève, ont obtenu raison. Une note d'espoir qui montre «qu'une alternative reste possible». I

## Roche «distinguée» pour ses expériences en Chine

**DAVOS** • Attribués en marge du WEF, les lauriers des pires pratiques économiques ont souri à la Suisse. Une banque canadienne et les Nations Unies sont également à la fête.

Une banque et une «pharma»: en ces temps erratiques pour les marchés, la Déclaration de Berne et Greenpeace-Suisse ont misé sur des valeurs sûres. Hier à Davos, le groupe bâlois Hoffmann-La Roche et la Banque royale du Canada ont donc rejoint Novartis, Areva ou Glencore au palmarès des Public Eye Awards, une compétition distinguant depuis 2005 des pratiques particulièrement remarquables en termes éthiques ou écologiques. Cette année, la cérémonie a encore été marquée par la remise du premier «Greenwash Award» au Mandat des chefs d'entreprise pour l'eau, un label de l'ONU très apprécié des transnationales pour sa grande souplesse.

Cerise sur le gâteau pour la Suisse, le géant pharmaceutique s'est payé le luxe de triompher tant auprès du jury d'experts que des plus de 20 000 visiteurs de www.publiceye.ch. Le public a son appré-

cié à leur juste valeur les tests de médicaments effectués par Roche sur quelque 300 Chinois transplantés. Un secteur encore balbutiant si l'on sait que 90% des organes greffés dans l'Empire du Milieu proviennent de condamnés à mort et que la Chine exécuterait annuellement plus de 5000 détenus. Mention peut mieux faire!

Quant au prix «global», en ces temps de rareté du pétrole, il ne pouvait échoir qu'à la première banque canadienne pour ses efforts financiers au côté des chercheurs d'or noir. Le jury relève que la Banque royale du Canada a investi la bagatelle de 20 milliards de dollars dans la seule extraction de sables bitumineux, source du pétrole le plus polluant que la Terre ait porté. «En comparaison, Credit Suisse et UBS sont impliquées pour un total de 2,5 milliards de dollars», écrivent les deux

ONG suisses. On ne peut pas être les meilleurs partout.

Enfin, relevons la présence du service public à la grand-messe davosienne, avec l'attribution du prix de la meilleure opération de com' dans le domaine socio-environnemental au Mandat pour l'eau, une initiative réunissant agences onusiennes et entreprises du secteur. «Sous couvert de remédier à la crise globale de l'eau», le Mandat permet aux transnationales telles que Nestlé, Suez ou Coca-Cola «de s'assurer un accès direct aux réserves d'eau», salue le jury du «Greenwash Award».

Qui plus est, les actuelles 59 entreprises signataires «peuvent choisir à la carte» les standards qu'elles sont disposées à appliquer, sans qu'aucune «vérification indépendante» ne soit nécessaire à l'obtention du label onusien. Chapeau bas!

BENITO PEREZ

### TROIS QUESTIONS À...

## Nadia Boehlen, de Greenpeace

La Déclaration de Berne et Greenpeace-Suisse ont décerné hier à Davos leur premier prix de la Tartufferie écologique.

### 1. Pourquoi avoir décerné votre premier prix «greenwashing» (lavage vert) au Mandat de l'eau (Water Mandate)?

Le phénomène du «greenwashing» s'étend depuis quelques années. Depuis que l'écologie est à la mode, des entreprises bâtissent des stratégies commerciales sous couvert de pratiques pseudo environnementales. Ce qui a fait pencher le jury vers ce choix? Le fait que Water Mandate n'est pas un simple label privé, mais qu'il est associé à l'ONU. Cette institution interétatique est censée réaliser un travail irréprochable.

### 2. Pourquoi n'avez pas primé la Table ronde sur le soja? Pour ne pas faire de peine au WWF (l'un des partenaires de ce projet)?

(Rires). Non, on aurait pu le faire. Nous n'hésitons pas à polémiquer avec le WWF. Cela fait longtemps que nous sommes critiques sur la Table ronde du soja, ainsi que sur le label du bois décerné par le Forest Stewardship Council (FSC).

### 3. N'est-ce pas un progrès que d'amener le secteur privé à prendre des engagements sociaux et environnementaux?

Oui et non. Pour qu'un label soit efficace et crédible, ses normes doivent être réellement appliquées. Sinon il devient contre-productif. C'est pourquoi il nous paraît utile de critiquer ceux qui ne sont pas sérieux. Et c'est pourquoi Greenpeace travaille à affiner les critères des labels. PROPOS RECUEILLIS PAR BPZ